

PARIS : ASSELINEAU approuve Le DRIAN qui exclut de reporter le BREXIT

François Asselineau approuve Jean-Yves Le Drian qui a exclu publiquement ce weekend de reporter à nouveau le Brexit dont la date, modifiée déjà à deux reprises, est actuellement fixée par la loi britannique au 31 octobre 2019.



Toute nouvelle extension de l'article 50 du Traité sur l'Union européenne nécessiterait l'accord unanime de l'ensemble des États membres. Le veto français, que laisse supposer la déclaration de Jean-Yves le Drian, garantira donc que le Brexit survienne le 31 octobre 2019, quoi qu'il se passe au Royaume-Uni.

En mars 2019, Macron avait déjà manifesté son hostilité à un

report du Brexit avant de céder aux demandes insistantes de la Chancelière Merkel.

François Asselineau et l'UPR demandent au gouvernement français de ne pas s'aplatir de nouveau et de défendre cette fois-ci fermement un Brexit le 31 octobre, sans ambiguïté et sans capitulation face à l'Allemagne. François Asselineau et l'Union populaire républicaine (UPR) appellent par ailleurs l'ensemble des forces politiques, syndicales et économiques, et plus généralement tous nos compatriotes épris de démocratie et de liberté, à soutenir le gouvernement français dans son refus de reporter encore la date du Brexit. En mettant son veto à tout nouveau report, la France apportera un soutien décisif au Premier ministre britannique Boris Johnson face aux manœuvres scandaleuses des parlementaires britanniques hostiles au Brexit, qui usent de tous les artifices pour faire échec – depuis plus de trois ans ! – à la mise en œuvre du résultat du référendum de juin 2016, qui a vu 52% des Britanniques se prononcer pour le Brexit.

En mettant son veto à tout nouveau report, la France rendra un service historique au peuple britannique et à la démocratie sur tout le continent européen.

L'UPR appelle solennellement LR, l'UDI, le Modem, LREM, FI, EELV, le PS, le PCF, le RN et DLF à prendre position officiellement pour que Macron mette son veto à tout report du Brexit.

Nous appelons aussi les syndicats de travailleurs à faire de même, en soutien aux nombreux syndicats britanniques qui s'étaient prononcés pour le Brexit, notamment RMT (« Rail, Maritime and Transport workers' union »).

Nous appelons enfin les organisations patronales à réclamer, elles aussi, un Brexit le 31 octobre 2019 pour mettre un terme aux incertitudes, justement dues au Brexit, qui nuisent depuis plus de trois ans au climat des affaires et à la confiance.

Si, au dernier moment, le gouvernement français baissait de nouveau la tête face à Berlin et levait son veto à un nouveau report du Brexit, il démontrerait qu'il est incapable de se montrer à la hauteur des événements historiques en cours, et

incapable de se servir des derniers leviers d'action dont il dispose au sein de l'Union européenne.